

## Déclaration liminaire

---

Monsieur le Directeur académique,  
Mesdames et Messieurs les membres du CSA départemental des Bouches-du-Rhône,

Comme nous le craignons, les personnels ont découvert, au lendemain des élections municipales, une avalanche inédite de fermetures de classes, conséquence concrète des suppressions de postes imposées avec l'article 49-3 par le budget Macron-Lecornu.

Rappelons que ce budget, qui fait la part belle à l'industrie d'armement avec 7 milliards d'€ supplémentaires, s'attaque frontalement à la Sécurité sociale, à l'hôpital et à l'École publique où en particulier 1891 postes d'enseignants sont supprimés.

Le budget de l'armée dépasse désormais celui de l'Éducation nationale : le PLF 2026 prévoit 68,4 milliards pour la Défense contre 64,5 milliards pour l'école. Le nouveau porte avion estimé à 12,5 milliards équivaut à lui seul à plus de 8000 postes d'enseignants.

Sacrifier l'Éducation nationale dans ce budget d'austérité n'est pas une fatalité, c'est un choix politique et ce n'est pas le nôtre !

En tant que défenseurs de l'École publique, aux côtés des personnels, des parents d'élèves et des élus qui se mobilisent pour l'avenir de la jeunesse, nous refusons de cautionner ces orientations.

A ces suppressions de postes se rajoutent nationalement dans le 1er degré 1 000 postes réservés aux PAS, dont 15 dans notre département apparemment, qui entraînent autant de fermetures de classes supplémentaires.

Le ministre Geffray, lors d'une audition au Sénat, confirme que là où ils ont été mis en place, les PAS ont permis de diminuer les notifications MDPH de 6%. Cela confirme ce que le SNUDI-FO explique aux personnels : les PAS sont un moyen de « casser le thermomètre » alors que dans les Bouches du Rhône, près de 494 élèves sont affectés en ULIS en seconde affectation, donc en attente d'une place en ESMS, 332 en attente d'une place en ITEP et 182 élèves en attente d'une place en ULIS... Soit plus de 1 000 élèves selon vos chiffres de novembre 2025 !

Les PAS sont un moyen de remettre encore plus en cause les droits des élèves en situation de handicap pour disposer de réelles conditions de scolarisation adaptées à leurs difficultés. Ce sont donc une nouvelle mesure d'économie sur le dos des plus fragiles.

Pour le SNUDI-FO, la question du respect des notifications MDPH, de la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux, du recrutement d'AESH à hauteur des besoins, de la création d'un statut avec un temps plein de 24h pour les AESH sont des nécessités urgentes pour qu'enfin cesse la maltraitance que subissent en premier lieu les élèves en situation de handicap et par voie de conséquence les personnels ainsi que tous les autres élèves.

La déclinaison départementale du budget de guerre est d'une violence inédite. Alors que vous devez rendre 20 postes au ministère, vous nous avez présenté mercredi dernier un projet comportant 168 fermetures de postes pour 93 ouvertures dont 152 fermetures de classes pour 80 ouvertures. C'est une saignée inacceptable ! Pour FO, il est impossible d'accepter de se laisser enfermer dans l'enveloppe de postes attribuée par le ministère au département.

Le prétexte de la baisse démographique ne peut justifier à elle seule la suppression des postes et la fermeture des classes. Nous ne contestons pas le chiffre annoncé de 3031 élèves en moins dans notre département pour la prochaine rentrée mais rapporté aux 1130 écoles, cela représente en moyenne 2,7 élèves en moins par école. Cette baisse démographique devrait être une opportunité pour améliorer enfin les conditions d'enseignement, alléger les effectifs par classe — qui restent parmi les plus élevés d'Europe — et non pour supprimer des postes.

Comme nous nous y étions engagés à l'issue du groupe de travail, nous vous avons transmis une liste de situations d'écoles qui nous paraissent urgentes et dont nous souhaitons que vous réexaminiez.

D'autres équipes nous ont encore mandatées depuis pour faire état de réajustements de leurs remontés d'effectifs et nous vous demandons de les enregistrer afin de reconsidérer la mesure de carte scolaire. En effet, chaque année, nous vous alertons sur l'écart entre les chiffres issus de l'enquête lourde de novembre et la réalité du terrain remontée par les directeurs à l'occasion des opérations de carte scolaire et qui ne sont pas encore validés dans ONDE.

Pour exemple, la maternelle Arenc Bachas a enregistré depuis lundi 2 inscriptions supplémentaires, 2 élèves qui seront encore bien présents à la rentrée 2026. A l'école élémentaire Paul Cézanne à Gardanne, c'est 1 élève supplémentaire en CM1 qui sera en CM2 l'an prochain. A l'école maternelle Jean Buon d'Arles, ce sont 4 élèves supplémentaires depuis vendredi dernier et 2 dérogations de fratries en attente. Ces éléments sont concrets et doivent être pris en compte... à la différence d'Abondance, Amandine, Abeille, Arlette et Amsel, 5 vaches qui ont été inscrites symboliquement dans le petit village Alsacien de Moosch afin d'éviter la fermeture d'une classe !

Monsieur le DASEN, si ce projet était maintenu en l'état, il entraînerait une dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves.

Notre organisation syndicale a toujours refusé d'accompagner une carte scolaire dictée par la pénurie et qui ne répond pas aux revendications légitimes des enseignants que nous représentons.

La seule revendication correspondante aux besoins des collègues et des écoles est que le nombre de postes attribués au département par le ministère soit augmenté pour permettre l'annulation des fermetures et la création de tous les postes nécessaires.

Le SNUDI-FO restera aux côtés des enseignants qui se mobilisent avec les personnels, les parents d'élèves et les élus locaux pour défendre leurs classes, leurs postes, pour défendre l'Ecole publique face à ce gouvernement qui préfère mettre les milliards dans la fabrication d'armes de guerre plutôt que dans les écoles et dans l'instruction des élèves.

Les personnels et les parents d'élèves ne s'y trompent pas et se mobilisent depuis une semaine devant leurs écoles, devant les circonscriptions, devant les mairies. Ils étaient nombreux dans le cortège de la manifestation du 31 mars, aux côtés des lycéens et de leurs professeurs qui sont mobilisés massivement depuis le 5 mars contre la baisse des dotations horaires qui entraînent l'arrêt de certaines spécialités et la suppression de dispositifs comme les dédoublements. Ils sont encore nombreux ce matin, devant la DSDEN, pour exiger l'annulation de la fermeture de leurs classes ou pour réclamer une ouverture nécessaire.

C'est pourquoi nous vous demandons, en votre qualité de garant du service public d'éducation dans ce département – et comme vous le faite chaque année d'ailleurs- de recevoir les délégations mobilisées et de répondre favorablement à leurs demandes d'audience dans le cadre de ce CSA-D. Il s'agit des écoles...

Nous vous remercions de votre écoute et des réponses que vous pourrez nous apporter.